

La fausse victoire allemande



LA CHRONIQUE DE ÉRIC LE BOUCHER

Comment renouer le dialogue avec l'Allemagne ? Comment, après la crise grecque, trouver une stratégie économique et monétaire partagée pour la zone euro ? Suffit-il de se rallier aux thèses germaniques ? Diverses initiatives ont lieu en ce moment autour de ces questions mais il faut admettre que les réponses tardent. Les deux points de vue français et allemand ne se raccordent pas et, comme souvent dans l'histoire tant nos cultures s'opposent, le Rhin est un gouffre.

Il y a trois visions possibles de la zone euro. Celle des Anglo-Saxons d'abord, qui est la plus « économique ». Il faut, dans une union monétaire, permettre des transferts de capitaux et de personnels des zones riches vers les zones pauvres. A défaut de ce fédéralisme, la zone pauvre doit sortir de l'union et utiliser les armes classiques de la dévaluation et de l'ajustement budgétaire et salarial (des coupes). C'est ce que va faire la Grande-Bretagne post-crise et ce que feront les Etats-Unis, forcément, dans moins d'un an.

La vision allemande est radicalement opposée. Dans une union monétaire, il faut et il suffit que « chaque pays fasse sérieusement son travail », tenir ses comptes sans dérive et trouver quoi produire et vendre aux autres. Aux entrepreneurs grecs de trouver leurs niches dans la spécialisation mondiale. Schématiquement : « Nous, Allemands, faisons bien, faites comme nous. » Enfin, la vision française qui repose, là comme ailleurs, sur l'idée d'entre-deux, de mixité, de ni-ni : ni fédéralisme ni pure compétition, adoptons « un gouvernement économique ». Il opérera par « coopération » des Etats (mot de Jacques Delors) et s'axe autour du couple franco-allemand ayant retrouvé une « intimité », selon le mot de Valéry Giscard d'Estaing.

A tout regarder de près, il faut reconnaître que la vision française peine à trouver un contenu. Coopérons mais sur quoi ? Pour dire quoi ? Sur les budgets ? Oui mais pour faire quoi d'autre que de forcer au nécessaire équilibre ? Il existe un Pacte de stabilité et de croissance, mais les pays de la zone ont-ils jamais coordonné leurs croissances ? Le principe est resté en plan. Sur la politique économique ? Faut-il que les Allemands gonflent leur demande intérieure et, pour ce faire, ne baissent

pas les salaires comme ils le font pour regagner en compétitivité (souhait exprimé par Christine Lagarde) ? Mais, au contraire, n'ont-ils pas raison dans la compétition mondiale ? Sur le réglage optimum de la zone ? Mais s'il n'y a aucune possibilité de transfert, n'est-il pas dans les responsabilités des gouvernements d'assurer chez eux une politique rigoureuse de compétitivité ? La France a obtenu ses meilleurs résultats économiques dans les années de « désinflation compétitive », bref en ayant, dans les années 1983-1995, adopté les principes allemands. N'est-ce pas pour les avoir abandonnés sous Chirac puis sous Sarkozy que l'export se dégrade et qu'il faut compenser par l'endettement public ? Bref, ce qu'on nomme « gouvernement économique » ou « coopération », sont des concepts qui restent encore vides.

Conclusion : il n'y a rien entre le fédéralisme et la compétition des Etats, tout comme il n'y avait pas de socialisme entre le plan et le marché. L'idée française est vague, les Allemands gagnent le match. Et c'est objectivement ce à quoi ont abouti les Européens : un alignement sur les

Ce n'est pas seulement les équilibres budgétaires qu'il faut reconstruire, c'est toute l'économie !

positions germaniques.

Pourtant, cette Europe allemande réduite aux acquêts ne satisfait pas. Comme l'a dit Jean Pisani-Ferry lors d'un colloque à Athènes la semaine passée, organisé par les instituts Bruegel et Eliamep, « l'union monétaire n'est plus ce qu'elle était ». Pour les membres, les conséquences ont été beaucoup plus destructrices qu'imaginé, l'euro a bousculé les industries, les banques, les flux de capitaux, les mécanismes des prix, les balances des paiements, etc. Ce n'est pas seulement les équilibres budgétaires qu'il faut reconstruire, c'est toute l'économie ! Et si les budgets ont plongé, c'est sous le choc de l'euro, la racine de la crise est dans ce sens-là et non pas dans le sens contraire (les déficits ont mis à mal l'euro) comme pensent les Allemands.

Bref, les Français ont raison, il faut discuter de tout et pas seulement du budget. Comment reconstruire l'union ? Voilà trouvé le sujet de débat franco-allemand, reste à trouver le comment. Bref, les Anglais ont raison, sans fédéralisme, l'union monétaire est impossible à faire, elle ira toujours à hue et à dia, provoquant de nouvelles crises.

Eric Le Boucher est directeur de la rédaction d'« Enjeux-Les Echos ».